

# LES MÉDIAS ET L'UE : DES « AFFAIRES ÉTRANGÈRES » ?

Frédéric Menager | Secrétaire général d'EuroCité



EuroCité, Europartenaaires et *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ont organisé le 25 avril à Paris la deuxième séance du cycle sur l'espace public européen « En route vers les élections européennes », autour du thème « Les médias et l'Europe ».

Jean-Noël JEANNENEY, président d'*Europartenaaires*, historien de la communication et des médias, a introduit la séance en évoquant les principaux enjeux à discuter.

Yves BERTONCINI, directeur de *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, a ensuite modéré un débat entre :

- Véronique AUGER : journaliste ; depuis septembre 2006, elle présente « Avenue de l'Europe », un magazine diffusé chaque samedi sur France 3 après le 19/20 et consacré aux pays de l'Union européenne ;
- Thomas HANKE : journaliste allemand, correspondant à Paris du *Handelsblatt* depuis 2012 ;
- Isabelle VEYRAT-MASSON : directrice de recherche au CNRS, historienne et sociologue des médias, elle dirige le Laboratoire « Communication et Politique ».

Nicolas LERON, président d'*EuroCité*, a clos cette conférence-débat par des remarques conclusives.



## 1. La présence de la thématique européenne dans la sphère médiatique aujourd'hui

Isabelle VEYRAT-MASSON a commencé la séance par une tentative de délimitation du champ du débat.

La notion d'espace public européen induit nécessairement que les médias puissent participer au débat public afin de contribuer à la formation d'un citoyen européen disposant des éléments nécessaires à sa participation la plus éclairée possible aux grands choix d'évolution de l'Europe.

Nous traversons actuellement une phase de difficultés dans l'accomplissement de ce programme en raison du contexte européen, caractérisé par la mise en avant structurelle d'informations négatives dues à la crise, qui crée un biais défavorable.

D'un point de vue quantitatif, la présence des thématiques européennes a globalement cru avec la crise en cours, mais elle est très disparate selon le médium concerné. Ainsi, si la presse écrite et la radio traitent davantage de l'Europe ; la télévision, qui demeure le média dominant, ne consacre que peu de temps à ce thème.

Ce point de vue est nuancé par Véronique AUGER qui rappelle que la dynamique actuelle est toutefois inverse : on assiste à une certaine stagnation au niveau de la radio et de la presse écrite alors que la télévision tente d'insérer des thématiques européennes dans ses programmes traditionnels.

Il faut ensuite distinguer la problématique, selon que l'on aborde la question sous l'angle des institutions de l'Union ou des différents pays qui la composent.

Sur ce dernier point, les intervenants constatent unanimement qu'il existe une progression de la part consacrée aux politiques intérieures des différents États dans la presse, mais que les institutions demeurent mal connues.

Thomas HANKE souligne d'ailleurs que cette approche peut favoriser le grossissement des éléments conflictuels entre les nations et avoir des effets pervers.

La sociologie des médias montre que l'appartenance des journalistes à des catégories socioprofessionnelles possédant un capital culturel important favorise une convergence favorable aux idées de promotion de l'Europe, en correspondance avec les opinions des élites européennes.

En outre, il existe une somme de documentations et des centres de diffusion de l'information européenne facilement accessibles, qui permettent au citoyen européen de chercher l'information.

Toutefois, en dépit de ces conditions *a priori* favorables, l'Europe est une question à la fois complexe, lointaine, ritualisée et lente alors que les médias ont une appétence pour le simple, le conflictuel et le proche selon la formulation d'Isabelle VEYRAT-MASSON.

Il existe donc un hiatus structurel entre le processus européen et sa représentation médiatique qui doit amener à mettre l'accent sur la qualité de l'information destinée au public.

Cette qualité passe par une optimisation de la structure de l'offre médiatique et par une amélioration des contenus.

Il s'agit donc de s'interroger sur la nature des médias et de leur organisation d'une part, et d'autre part sur la pédagogie de l'information et la manière de faire passer des messages car « informer n'est pas convaincre » conclut Isabelle VEYRAT-MASSON.



## 2. Des obstacles persistants à un traitement positif de l'information européenne

Isabelle VEYRAT-MASSON insiste sur les difficultés structurelles d'une information européenne qui doit résoudre la contradiction entre la spécialisation des journalistes sur le fonctionnement de l'Union et la diversité des thématiques possibles. Il y a un choix à faire entre transversalité et spécialisation dans le traitement du message.

Ce constat est partagé par Véronique AUGER qui souligne que cette difficulté se retrouve dans la pratique au niveau de la formation des journalistes mais aussi des choix d'organisation des rédactions.

Elle pointe également la nature des événements européens récents qui ne peuvent donner lieu à un traitement favorable.

Ainsi, le fonctionnement institutionnel de l'Europe est trop complexe et se caractérise par une atmosphère de crise et d'indécision dont le compte-rendu ne saurait favoriser l'image de l'Union auprès du public.

En outre, elle souligne les difficultés de la communication politique des institutions européennes qui ne posséderaient pas le sens du timing et ne sauraient pas faire connaître leurs actions en temps utile.

Thomas HANKE note que les journalistes ont tendance à aborder les questions européennes uniquement sous l'angle des rapports de force, des jeux de puissance entre les nations et, désormais, des stéréotypes sur les populations. La crise grecque a ainsi favorisé la résurgence dans divers pays de clichés aussi bien sur l'Allemagne et les pays nordiques que sur les pays méditerranéens. Cette approche met donc de côté l'ensemble des mécanismes de

coopération et de négociation et, plus généralement, tout ce qui marche en Europe pour grossir le conflictuel et les échecs.

Isabelle VEYRAT-MASSON rappelle d'ailleurs que l'approche dite « communautaire » a régressé dans l'esprit des dirigeants politiques et qu'elle ne pouvait en conséquence être réhabilitée par des journalistes, qui ne font que retranscrire les messages sans pouvoir leur donner un sens nouveau sauf à trahir l'information.

Enfin, les intervenants soulignent quelques difficultés spécifiquement françaises dans le développement d'une information européenne.

Selon Véronique AUGER, l'opinion d'une majorité d'enseignants et d'une frange non négligeable des journalistes est que l'Europe est le « cheval de Troie » des politiques libérales. Il y a donc une réticence particulièrement forte dans notre pays des acteurs du système d'information et d'éducation à parler de l'Europe.

En outre, les intervenants insistent sur le fait qu'il existe en France une moindre perméabilité aux idées et informations venues de l'étranger, du fait que celle-ci se pose comme modèle culturel et social spécifique et a toujours fait preuve d'une réticence à considérer que des modèles étrangers étaient importables.



### 3. L'exploration de voies d'évolutions possibles

Sous l'impulsion de nombreuses questions émanant du public, les différents intervenants ont abordé les modalités d'amélioration de la présence des thématiques européennes dans les médias.

La question de l'offre et de l'organisation du système médiatique a d'abord retenu l'attention.

La création de médias européens comme Arte ou Euronews permet de produire une offre de qualité élevée mais trop élitiste, souligne Véronique AUGER, qui préfère insérer l'Europe dans des thématiques plus concrètes et quotidiennes.

La création d'une chaîne sur l'Europe ne semble pas pertinente aux différents intervenants en raison de la saturation du réseau télévisuel et des coûts induits, surtout dans une perspective de réduction des budgets des chaînes publiques.

L'europanisation des contenus traditionnels, l'insertion d'angles d'approche européens se superposant à des programmes plus traditionnels et la conquête de nouveaux publics des classes populaires semblent devoir être les grands axes d'une approche renouvelée et plus accessible de la pédagogie européenne.

La question des temps de parole des élus européens a été mise en débat suite à une note récente de Terra Nova<sup>1</sup>.

Les intervenants ont conclu à une grande difficulté pratique de réalisation d'un tel programme, attendu que le cahier des charges de France Télévisions inclut déjà une meilleure prise en compte des questions européennes.

Il existe là encore des freins structurels au développement d'un créneau spécifique de débats entre élus européens. Les débats politiques internes aux différents pays ne sont regardés que s'ils mettent en jeu des personnalités importantes et connues, ce qui est très rarement le cas des députés européens. L'on risque dès lors de verser dans un certain hermétisme qui ne remplirait pas du tout son objectif de diffusion des enjeux européens au sein de la population.

Thomas HANKE développe l'idée selon laquelle une large part de la responsabilité dans des pays européens garantissant une presse libre vient de l'organisation des rubriques et de contenus innovants plus que des conditions d'exercice définies par la sphère publique.

C'est aux rédactions de renouveler leurs méthodes et par exemple de donner la parole à des journalistes étrangers qui publieraient des points de vue sur un pays qui n'est pas le leur. Il faut également europaniser les formations des journalistes et insérer dans leurs cursus des stages dans les institutions

européennes ou des institutions publiques étrangères pour leur permettre d'avoir un regard neuf sur leur propre pays.

En conclusion, Isabelle VEYRAT-MASSON montre que si la marge de progression demeure importante, l'espoir existe de renforcer la dimension européenne des médias existant dans le cadre d'une reconquête des catégorisations médiatiques traditionnelles, qui

impliquerait de surmonter l'ancrage unique dans les espaces publics nationaux pour penser la diffusion du message selon l'impératif d'une multiplicité des réceptions possibles.

C'est en pensant à un récepteur, spectateur ou lecteur européen idéal que les médias sauront proposer des contenus européens réels et accessibles.

1. Arthur Colin, « Débat politique européen : quel espace dans les médias européens ? », Note, Terra Nova, 17.04.2013.

LE SYSTÈME PARTISAN EUROPÉEN, PRÊT POUR « 2014 » ?

Yves Bertoncini et Valentin Kreiling, *Synthèse de la première séance du cycle « En route vers les élections européennes »*, Notre Europe - Institut Jacques Delors, mars 2013

QUELLE UNION POLITIQUE POUR L'EUROPE ?

Valentin Kreiling, *Synthèse, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, janvier 2013

RÉFLEXIONS SUR L'UNION POLITIQUE

Yves Bertoncini et Valentin Kreiling, *Synthèse de la réunion du Comité européen d'orientation, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, janvier 2013

LE PARLEMENT EUROPÉEN : DES PERSONNES, DES LIEUX, DES POLITIQUES (Ouvrage de Julian Priestley)

Valentin Kreiling, *Synthèse, Notre Europe*, Avril 2012

UE, UNE LÉGITIMITÉ ENCORE EN DEVENIR

Yves Bertoncini, *Tribune, Notre Europe*, novembre 2011

DES RÉFORMES INSTITUTIONNELLES À LA POLITISATION - OU COMMENT L'UNION EUROPÉENNE DU TRAITÉ DE LISBONNE PEUT INTÉRESSER SES CITOYENS

Gaëtane Ricard-Nihoul et Goran von Sydow, *Bref n°18, Notre Europe*, octobre 2010

LA DÉMOCRATIE POST-NATIONALE ET LA RÉFORME DU PARLEMENT EUROPÉEN

Andrew Duff, *Policy Paper n° 42, Notre Europe*, octobre 2010

LES PARTIS POLITIQUES EUROPÉENS : LE CHAÎNON MANQUANT

Julian Priestley, *Policy Paper n° 41, Notre Europe*, octobre 2010

DES « PARTIS POLITIQUES AU NIVEAU EUROPÉEN » ? ÉTAT DES LIEUX À LA VEILLE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2009

Francisco Roa Bastos, *Étude n° 71, Notre Europe*, mai 2009

Sur les mêmes thèmes...

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • Notre Europe - Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Notre Europe - Institut Jacques Delors